

Questions orales

[Traduction]

Les modifications à la Loi sur l'assurance-chômage et la réforme de la stratégie concernant les ressources humaines, permettront au gouvernement d'apporter environ 800 millions d'argent frais pour aider les gens en chômage à profiter des nouvelles possibilités d'emploi qui s'ouvriront au Canada en raison de l'excellent budget du ministre des Finances et de tout ce qu'a fait le gouvernement.

Des voix: Bravo!

[Français]

L'AUGMENTATION DU TAUX DE CHÔMAGE—LA POSITION DU GOUVERNEMENT

M. Joseph Volpe (Eglinton—Lawrence): Monsieur le Président, ma question avait trait à la source de ses finances. Évidemment, le ministre n'a pas bien compris la question.

Je voudrais dire que ses protestations indiquent toujours que sa politique et la politique de ce gouvernement vont créer de la misère. Le ministre ignore la triste réalité, tout comme il ignore ses responsabilités.

Alors, je voudrais savoir, monsieur le Président, si le ministre croit qu'il est juste, face à l'augmentation du taux de chômage, que les femmes, les jeunes et les défavorisés doivent porter le fardeau de l'incompétence de ce gouvernement?

L'hon. Jean J. Charest (ministre d'État (Jeunesse) et ministre d'État (Condition physique et Sport amateur) et leader adjoint du gouvernement à la Chambre des communes): Monsieur le Président, je suppose que l'on peut excuser le député d'Eglinton—Lawrence de ne pas avoir été ici lorsque son propre parti avait, dans le passé, fait des prédictions à propos de l'effet que devaient avoir les budgets du ministre des Finances.

Monsieur le Président, moi, j'étais ici, et je peux vous donner le bénéfice de mon expérience. En 1985, monsieur le Président, lorsque le ministre des Finances a déposé son Budget, le critique des finances du Parti libéral du Canada avait prédit que 100 000 emplois seraient perdus. Les néo-démocrates, à chaque Budget, ont dit qu'il y aurait des centaines de milliers d'emplois perdus, à chaque fois.

Monsieur le Président, depuis ce temps, 1 300 000 emplois ont été créés au Canada depuis que notre gouvernement est au pouvoir.

LE BUDGET

LA TAXE DE VENTE NATIONALE

M. Lorne Nystrom (Yorkton—Melville): Monsieur le Président, ma question s'adresse au gars de Bay Street, au ministre des Finances.

Je veux qu'il réponde à une question précise à la Chambre aujourd'hui, si la chose est le moins possible. En octobre 1988, pendant la campagne électorale, le ministre a déclaré ceci: «En bout de ligne, la taxe de vente ne servira pas à augmenter les recettes du gouvernement du Canada. M. Blenkarn ne s'exprime pas au nom du gouvernement du Canada, je suis celui qui s'exprime au nom du gouvernement du Canada.»

Je veux maintenant savoir si le ministre avouera ou non aujourd'hui à la Chambre que la taxe de vente nationale, la taxe sur les produits et services, ne sera pas sans incidence sur les recettes, que le président du Comité des finances a dit la vérité, et que le ministre est maintenant en train de renier une promesse faite aux Canadiens.

Des voix: Bravo!

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, c'est le troisième député du Nouveau Parti démocratique qui déforme ce que j'ai dit pendant la campagne électorale.

M. Broadbent: Ce sont vos paroles.

M. Wilson (Etobicoke—Centre): Le chef du Nouveau Parti démocratique dit que ce sont mes paroles. S'il citait mes paroles dans leur contexte, je l'accepterais, mais il n'en fait rien. Il ne cite que certains passages, de telle sorte que cela déforme le sens de mes paroles.

Je vais répéter ce que j'ai dit. Nous allons introduire une nouvelle taxe de vente qui remplacera l'ancienne, ce qui nous permettra de réduire les taxes payées par les contribuables à revenu moyen et d'éliminer les surtaxes.

J'ai déclaré récemment qu'à cause du problème de la dette, nous ne pourrions pas éliminer les surtaxes aussi rapidement que nous aurions aimé le faire. Le chiffre de 10 milliards de dollars est pris tout à fait hors contexte. Le chef du Nouveau Parti démocratique affirme, tout comme le porte-parole de son parti en matière de finances, que c'était 10 milliards en recettes additionnelles. . .

M. Broadbent: Non, nous ne disons pas ça.